
Anthropologie politique de l'État local en Afrique subsaharienne

Giorgio Blundo



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17589>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 388-390

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Giorgio Blundo, « Anthropologie politique de l'État local en Afrique subsaharienne », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2006, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17589>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Anthropologie politique de l'État local en Afrique subsaharienne

Giorgio Blundo

Giorgio Blundo, *maître de conférences*

Gouvernance et services publics. Approches d'anthropologie politique comparée

- 1 LES terrains de l'anthropologie politique, initialement circonscrits au pouvoir dans les sociétés traditionnelles, se sont progressivement élargis aux acteurs et aux institutions politiques des sociétés occidentales. En revanche, l'étude de la modernité politique dans les sociétés postcoloniales, et tout particulièrement en Afrique, a été laissée, à quelques exceptions près, à la science politique. Des travaux récents, toutefois, remettent en question cette répartition des tâches entre disciplines et se tournent vers des objets, lestés souvent d'enjeux sociaux et politiques, qui sont généralement appréhendés « par le haut », dans une perspective macrosociologique et macropolitique.
- 2 Notre ambition était d'offrir des perspectives transversales, pluridisciplinaires et comparatives, sur les trajectoires de l'État et ses formes de socialisation, le devenir des bureaucraties publiques, l'émergence d'acteurs non étatiques, nationaux et internationaux, contribuant à la gestion des affaires publiques. Tant au Nord comme au Sud, de configurations originales voient le jour dans lesquelles l'État cesse d'être le seul pourvoyeur de services d'intérêt public ou collectif et noue des relations d'antagonisme ou de complémentarité avec des acteurs institutionnels en dehors de la sphère traditionnelle du gouvernement. Mettre quelques-unes des notions clefs du paradigme néolibéral, c'est-à-dire la gouvernance et la production de services publics, à l'épreuve de l'anthropologie politique, marquait de façon volontairement provocatrice l'exigence d'inscrire l'enquête de terrain au plus près des processus de recomposition sociale et

politique qui intéressent les sociétés locales prises dans le mouvement de la globalisation, en particulier dans les pays du Sud.

- 3 Au cœur de nos préoccupations, c'était le devenir de l'État local, entendu comme espace d'interaction entre fonctionnaires et citoyens/usagers des services publics. La notion de gouvernance, épurée de son fardeau normatif, est devenue ainsi le fil rouge d'une réflexion qui se donnait pour objectif de rendre compte, d'analyser et comparer les modes locaux de conduite des affaires publiques, les acteurs en présence et les logiques dont ils sont porteurs.
- 4 Le séminaire s'est articulé en quatre journées thématiques. La première abordait la question des transformations des pouvoirs locaux investis par les processus de municipalisation. G. Blundo a posé les jalons d'une anthropologie politique de la décentralisation, en s'appuyant sur des recherches de longue durée en milieu rural et urbain sénégalais. Boris Pétric (CNRS-LAIOS) a présenté les premiers résultats d'une enquête sur les mutations des pouvoirs locaux au Kirghizstan, où l'intervention massive d'ONG, nationales et internationales, modifie rapidement les rapports de force et les modes locaux de légitimation politique. Maud Saint-Lary a retracé l'évolution des relations complexes et changeantes entre l'État et la chefferie en Afrique de l'Ouest, en prenant appui sur le cas du Yatenga au Burkina-Faso.
- 5 La deuxième journée portait sur une anthropologie de la délivrance des services publics. G. Blundo (« Ethnographie des situations de gouvernance ») a esquissé la généalogie et les usages contemporains de la notion de gouvernance, en suggérant qu'elle peut devenir un outil d'observation et d'analyse pour rendre compte de contextes où les biens et les services publics résultent de la coproduction d'acteurs divers, comme les services étatiques, les associations locales, les ONG et les organisations internationales. Y. Jaffré est retourné sur ses enquêtes sur les dysfonctionnements dans les services sanitaires en Afrique de l'Ouest (« Qualité de l'offre de santé, identité des personnels et complexité de l'acte médical »), tandis que D. Dumoulin (IUED, Genève) a repris à son compte la notion de gouvernance pour illustrer « Les politiques de conservation de la nature en Amérique latine, au cœur de la convergence des ordres politiques ».
- 6 L'anthropologie des administrations publiques a été le troisième thème exploré dans le séminaire. Objet délaissé par les anthropologues mais également par les politologues, c'est en revanche à partir d'études empiriques sur les fonctionnaires qu'on peut appréhender le fonctionnement et l'Intervention de l'État, qui reste souvent une entité abstraite. Cette question a été traitée par le croisement de trois recherches appartenant à de champs disciplinaires différents : G. Blundo a présenté les premiers résultats de ses enquêtes sur les bureaucraties locales au Sénégal et au Niger (« État local et fonctionnaires en Afrique de l'Ouest »). C. Atlan, historienne à l'Institut d'études africaines d'Aix-en-Provence, a présenté les attitudes des fonctionnaires coloniaux en Afrique Occidentale Française face à l'émergence d'une vie politique locale autochtone (« L'administration coloniale au Sénégal : personnels et pratiques »). Enfin, P. Napoli a proposé une généalogie juridique de la rationalité administrative et managériale de la bureaucratie moderne, dont il identifie les sources dans le droit de l'église.
- 7 La dernière thématique discutée dans ce séminaire de recherche était consacrée aux formes contemporaines de la compétition politique. G. Blundo a proposé un retour critique sur les études classiques du factionnalisme, en repérant dans ce mode d'action politique un des principes majeurs pour comprendre la modernité politique en Afrique

et le fonctionnement quotidien de l'État. C'est aux formes urbaines de l'intermédiation politique, que C. Mattina (Université de Montpellier) a consacré son exposé, s'appuyant sur son enquête dans le quartier du Panier à Marseille. P. Petit (Université libre de Bruxelles) a ensuite montré, à travers le cas des chefferies Bemba en Zambie, comment la compétition politique peut prendre la mémoire comme terrain d'affrontement et donner lieu à des opérations culturelles qui revisitent et réinventent les traditions politiques locales.

Anthropologie comparative de la corruption

- 8 Ce séminaire de recherche a été reconduit pour sa quatrième et dernière année. On a poursuivi la réflexion comparative sur le phénomène de la corruption, envisagé moins dans sa dimension strictement normative que comme un mode, certes illégal mais souvent socialement légitime, d'accès à l'État et à ses ressources et services. Trois entrées ont été privilégiées. La première consistait à considérer les problèmes méthodologiques et déontologiques que pose une recherche sur des ensembles de pratiques sociales qui demeurent cachés à l'observation, soit parce que les acteurs concernés dissimulent des comportements publiquement stigmatisés, soit parce que leur dimension délictueuse s'estompe lorsque ces pratiques se confondent avec des logiques sociales « positives » (redistribution, échange social, entraide). La deuxième portait sur les mécanismes et les acteurs de la corruption systémique, généralisée et banalisée. Une enquête documentaire en cours a permis une confrontation critique des données produites lors de nos recherches en Afrique de l'Ouest avec une littérature portant sur l'Afrique anglophone, l'Amérique Latine et l'Asie (Inde et Indonésie en particulier). Enfin, une ethnographie de la corruption ouvre la voie à une ethnographie de l'État dans son fonctionnement quotidien : les interactions entre usagers et fonctionnaires autour de la délivrance de services publics, les cultures professionnelles et l'éthique de la fonction publique, les formes contemporaines de privatisation « informelle » de l'État. C'est désormais dans cette direction que vont nos recherches et les séminaires qui leur seront associés. Deux missions de recherche, en avril 2005 au Sénégal et en juillet 2005 au Niger, ont inauguré un chantier portant sur le devenir et le fonctionnement actuel du corps des Eaux et Forêts dans ces deux pays. En janvier 2005, nous avons également participé à une enquête collective organisée par le LASDEL (Niamey) sur les formes de l'État local à Kandi, Nord Bénin.
- 9 Les thèmes de la corruption et de l'anthropologie de l'État en Afrique ont fourni la matière de plusieurs conférences : en octobre 2004 au Max Planck Institut, Halle (« How really works the local state ? The informal privatisation of street-level bureaucracies in Senegal ») ; en octobre 2004 à l'IEP de Grenoble (« La petite corruption en Afrique de l'Ouest ») ; en mai 2005 au Centre d'études africaines (« Nouvelles perspectives pour une anthropologie des espaces politiques locaux ») ; en juillet 2005 au Center for policy studies, Central European University de Budapest (« The anthropology of "petty corruption" in West Africa »).

INDEX

Thèmes : Anthropologie sociale, ethnographie et ethnologie